



PREFECTURE DE L'AVEYRON

**DIRECTION DE LA COORDINATION, DE L'ADMINISTRATION
DEPARTEMENTALE DE L'ETAT**

**BUREAU DES ACTIVITES REGLEMENTEES, DE L'ENERGIE ET DES
EXPROPRIATIONS**

Arrêté n° 2010-133-6 du 19 MAI 2010

**OBJET : Arrêté préfectoral complémentaire
Département de l'Aveyron
SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS SARL - LUC - LA PRIMAUBE**

LA PREFETE DE L'AVEYRON
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code de l'environnement, en particulier le livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances notamment son article L 514.2 ;
- VU** le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières et notamment son article 4, en application de l'article 107 du code minier ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-72-64 du 13 mars 2009 mettant en demeure la SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS de Luc de cesser toute exploitation de calcaire sur les territoires des communes de Bozouls et d'Espalion, au lieu-dit "Pomeyrols" ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 16 avril 2010 ;
- VU** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation carrières - en sa séance du 6 mai 2010 ;

CONSIDÉRANT

que la SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS de Luc exploite sans autorisation une carrières de calcaire sur les territoires des communes de Bozouls et d'Espalion, au lieu-dit "Pomeyrols" ;

CONSIDÉRANT

que le site indûment exploité se trouve dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II - Causse Comtal et Causse de Lanhac (n° 730011229) qu'il convient de préserver ;

CONSIDÉRANT

qu'il est nécessaire que soient préservés les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et que, de ce fait, les conditions de remise en état des sites indûment exploités doivent être définies ;

CONSIDÉRANT

que cette exploitation n'offre aucune garantie en ce qui concerne la préservation de l'environnement ainsi que la réalisation de sa remise en état ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron ;

- A R R Ê T E -

Article 1^{er}

La SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS remet en état le site indûment exploité au lieu-dit "Pomeyrols", communes de Bozouls et d'Espalion, dans les conditions définies aux articles suivants.

Article 7

L'ensemble des opérations définies ci-dessus, ainsi que les contrôles éventuels prévus à l'article 5 de cet arrêté, sont réalisés sous la responsabilité de la SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS qui assure la charge des frais en résultant.

Article 8

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aveyron,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux maires de Bozouls et d'Espalion, et notifiée au dirigeant de la SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS de LUC

Fait à RODEZ, le 19 MAI 2010

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Pierre BESNARD